

CNCDP, Avis N° 19 - 01

Avis rendu le 25 avril 2019

Titres : Préambule - Principes : 1 ; 2 ; 3 ; 6 - Articles : 7 ; 9 ; 10 ; 11 ; 13 ; 14 ; 16 ; 17 ; 18 ; 25 -

Le code de déontologie des psychologues concerne les personnes habilitées à porter le titre de psychologue conformément à la loi n°85-772 du 25 juillet 1985 (JO du 26 juillet 1985). Le code de déontologie des psychologues de 1996 a été actualisé en février 2012, et c'est sur la base de celui-ci que la Commission rend désormais ses avis.

RÉSUMÉ DE LA DEMANDE

La Commission est saisie par le père de deux enfants âgées de 11 et 6 ans. Séparé de leur mère après plus de quinze années de vie commune, il envisage une procédure auprès du juge aux affaires familiales (JAF) afin d'obtenir une résidence alternée de ses deux filles.

Quelque temps après, une altercation avec l'aînée l'amène à formuler auprès de son ex-compagne sa volonté d'initier le suivi psychologique de cette enfant, la trouvant perturbée. C'est à cette occasion qu'il apprend qu'une psychologue, très éloignée de leur domicile, a déjà reçu ses filles, sans qu'il n'en ait été informé.

Après avoir vérifié l'identité de cette dernière, il découvre qu'elle est membre de la famille d'une proche de son ex-compagne et décide de prendre contact avec elle par téléphone. Il prend connaissance, lors de cet échange, du « compte rendu » qu'elle a rédigé et remis à la mère, et qui conclut que les enfants « redoutent une garde alternée ». Ce document sera produit lors de la procédure visant à fixer la résidence des deux filles au domicile de leur mère.

À la lecture de ce document, intitulé « attestation », le demandeur prend conscience de l'impact que cet écrit pourrait avoir sur la décision judiciaire et estime qu'il va nuire à son « droit de garde ». Il considère qu'il a été rédigé « sur commande » et le qualifie de « faux document » dont le contenu est « diffamatoire ».

Un rendez-vous, obtenu avec cette psychologue en compagnie de ses deux filles, ne fera que renforcer ses convictions. Il estime qu'elle a brisé « l'ensemble des basiques de l'éthique et de la déontologie » de sa profession en acceptant de fournir cette « attestation » après n'avoir rencontré ses filles qu'une seule fois, sans son accord préalable et dans un contexte qui n'est pas neutre.

Une autre psychologue qui exerce dans sa commune, lui a indiqué ne jamais produire « ce genre de document » dans un contexte de séparation parentale afin de préserver un travail avec les enfants mais aussi « par éthique et respect de la déontologie ».

Le demandeur s'adresse ainsi à la Commission dans le but d'obtenir une « expertise » de la situation qui puisse avoir une « portée » auprès du magistrat, afin d'invalidier l'avis contenu dans l'attestation de la première psychologue. Ses questions sont précises quant à la capacité de rédiger une « attestation » concernant deux enfants après un seul rendez-vous et sans avoir reçu leur père. Il interroge également la transmission à la mère de son intention de consulter une autre psychologue.

Documents joints :

- Copie de l'attestation rédigée par la psychologue
- Copie de la requête de l'avocate de la mère, aux fins de « fixation des droits des enfants »

AVIS

AVERTISSEMENT : La CNCDP, instance consultative, rend ses avis à partir des informations portées à sa connaissance par le demandeur, et au vu de la situation qu'il décrit. La CNCDP n'a pas qualité pour vérifier, enquêter, interroger. Ses avis ne sont ni des arbitrages ni des jugements : ils visent à éclairer les pratiques en regard du cadre déontologique que les psychologues se sont donné. Les avis sont rendus par l'ensemble de la commission après étude approfondie du dossier par deux rapporteurs et débat en séance plénière.

La Commission se propose de traiter des points suivants :

- Modalités d'intervention du psychologue dans un contexte de séparation parentale : compétence, respect des personnes et du but assigné
- Forme et contenu des écrits d'un psychologue

1. Modalités d'intervention du psychologue dans un contexte de séparation parentale : compétence, respect des personnes et du but assigné

Les six principes introductifs du Code orientent le positionnement du psychologue en toute circonstance professionnelle. Lorsqu'il reçoit en entretien un mineur à la demande

d'un de ses parents, il est de sa responsabilité de le faire en observant un certain nombre de recommandations du Code de déontologie afin d'exercer en toute rigueur et compétence.

En l'occurrence, après s'être assuré du consentement de l'enfant ou tout au moins de son accord, comme indiqué dans les articles 9 et 10, il prend en considération la demande du parent présent.

Article 9 : *« Avant toute intervention, le psychologue s'assure du consentement libre et éclairé de ceux qui le consultent ou qui participent à une évaluation, une recherche ou une expertise. Il a donc l'obligation de les informer de façon claire et intelligible des objectifs, des modalités, des limites de son intervention et des éventuels destinataires de ses conclusions. »*

Article 10 : *« Le psychologue peut recevoir à leur demande, des mineurs ou des majeurs protégés par la loi en tenant compte de leur statut, de leur situation et des dispositions légales et réglementaires en vigueur. »*

Il cherche également à recueillir l'avis de l'autre parent, en lui proposant par exemple un entretien, se référant ainsi à l'article 11 du Code.

Article 11 : *« L'évaluation, l'observation ou le suivi au long cours auprès de mineurs ou de majeurs protégés proposés par le psychologue requièrent outre le consentement éclairé de la personne, ou au moins son assentiment, le consentement des détenteurs de l'autorité parentale ou des représentants légaux. »*

La situation est rendue délicate et parfois périlleuse lorsque les parents sont en désaccord voire en conflit. Dans cette circonstance, le psychologue veille à redoubler de prudence et de discernement pour construire son intervention en ayant soin de respecter les droits fondamentaux des personnes qu'il reçoit. Tout comme le secret professionnel qu'il leur doit, comme l'article 7 le rappelle, il saura garantir de ne pas nuire à l'intérêt de l'enfant qu'il écoute en s'appuyant sur les Principes 1 et 2 :

Article 7 : *« Les obligations concernant le respect du secret professionnel s'imposent quel que soit le cadre d'exercice. »*

Principe 1 : Respect des droits de la personne

« Le psychologue réfère son exercice aux principes édictés par les législations nationale, européenne et internationale sur le respect des droits fondamentaux des personnes, et spécialement de leur dignité, de leur liberté et de leur protection. Il s'attache à respecter l'autonomie d'autrui et en particulier ses possibilités d'information, sa liberté de jugement et de décision. Il favorise l'accès direct et libre de toute personne au psychologue de son choix. Il n'intervient qu'avec le consentement libre et éclairé des personnes concernées. Il préserve la vie privée et l'intimité des personnes en garantissant le respect du secret professionnel. Il respecte le principe fondamental que nul n'est tenu de révéler quoi que ce soit sur lui-même. »

Principe 2 : Compétence

« Le psychologue tient sa compétence : de connaissances théoriques et méthodologiques acquises dans les conditions définies par la loi relative à l'usage professionnel du titre de psychologue ; de la réactualisation régulière de ses connaissances ; de sa formation à discerner son implication personnelle dans la compréhension d'autrui. Chaque psychologue est garant de ses qualifications particulières. Il définit ses limites propres compte tenu de sa formation et de son expérience. Il est de sa responsabilité éthique de refuser toute intervention lorsqu'il sait ne pas avoir les compétences requises. Quel que soit le contexte de son intervention et les éventuelles pressions subies, il fait preuve de prudence, mesure, discernement et impartialité. »

Dans la situation décrite par le demandeur, aucun élément ne vient confirmer que ces conditions préalables n'ont pas été considérées par la psychologue signataire de l'attestation contestée. Son choix de différer l'entretien avec le père a pu cependant altérer sa capacité à analyser le contexte familial dans son ensemble.

La Commission s'est interrogée sur la manière dont le contenu de l'attestation a été restitué aux enfants et à leur père, comme le préconise l'article 16. Elle s'est aussi intéressée à la façon dont a été explicité aux enfants l'usage qui allait en être fait au sens de l'article 17 :

Article 16 : *« Le psychologue présente ses conclusions de façon claire et compréhensible aux intéressés. »*

Article 17 : *« Lorsque les conclusions du psychologue sont transmises à un tiers, elles répondent avec prudence à la question posée et ne comportent les éléments d'ordre psychologique qui les fondent que si nécessaire. La transmission à un tiers requiert l'assentiment de l'intéressé ou une information préalable de celui-ci. »*

Si les circonstances des rencontres entre la psychologue et les filles du demandeur sont imprécises, il semble par contre que son lien de proximité avec la mère - élément d'information qu'elle aurait elle-même confirmé au père - a introduit un doute sur sa neutralité. Cet élément aurait dû l'inviter à plus de prudence, voire à se récuser en prenant appui sur l'article 18 du Code :

Article 18 : *« Le psychologue n'engage pas d'intervention ou de traitement impliquant des personnes auxquelles il est personnellement lié. Dans une situation de conflits d'intérêts, le psychologue a l'obligation de se récuser. »*

Le positionnement de cette psychologue a amené la Commission à se demander jusqu'à quel point elle a agi en prenant en considération l'ensemble du contexte familial.

La prise en compte des motifs de la demande de la mère et une analyse plus approfondie des paroles des filles auraient permis de mieux circonscrire l'intervention, d'en déterminer le but, tout en restant au plus près de l'intérêt des enfants, et dès lors se conformer au

Principe 6 du Code :

Principe 6 : Respect du but assigné

« Les dispositifs méthodologiques mis en place par le psychologue répondent aux motifs de ses interventions, et à eux seulement. En construisant son intervention dans le respect du but assigné, le psychologue prend notamment en considération les utilisations qui pourraient en être faites par des tiers. »

En outre, la Commission s'est interrogée sur le fait que la psychologue ait pu informer le père de la possibilité de demander une contre-évaluation, comme l'indique l'article 14 :

Article 14 : *« Dans toutes les situations d'évaluation, quel que soit le demandeur, le psychologue informe les personnes concernées de leur droit à demander une contre évaluation ».*

2. Forme et contenu des écrits du psychologue

Le psychologue peut être amené à rédiger un document relatif à une situation dont il a connaissance. Dans ce cas, cela doit pouvoir être fait en conformité avec l'article 13 et le Principe 2 du Code :

Article 13 : *« Les avis du psychologue peuvent concerner des dossiers ou des situations qui lui sont rapportées. Son évaluation ne peut cependant porter que sur des personnes ou des situations qu'il a pu examiner lui-même. »*

Principe 2 : Compétence

« [...] Quel que soit le contexte de son intervention et les éventuelles pressions subies, il fait preuve de prudence, mesure, discernement et impartialité. »

Le document produit par la psychologue se présente sous la forme d'un « certificat établi à la demande de la mère », écrit qui a été produit en justice par cette dernière. De ce fait, s'agissant du contexte qui ne pouvait être ignoré par la psychologue, la Commission ne peut qu'interroger la nécessaire prudence et mesure dont cette dernière a fait preuve en accédant à la demande de la mère.

En dénommant son écrit « attestation », elle avait néanmoins toute latitude pour le faire sans être mandatée par une quelconque autorité judiciaire comme l'indique le Principe 3 :

Principe 3 : Responsabilité et autonomie

« [...] Dans le cadre de sa compétence professionnelle, le psychologue décide et répond personnellement du choix et de l'application des méthodes et techniques qu'il conçoit et met en œuvre et des avis qu'il formule... »

Dans le cas présent, l'ambiguïté de la démarche réside dans l'intitulé de cet écrit et non dans son caractère licite ou pas. En effet, si une « attestation » a pour objectif de confirmer qu'un patient a bien été reçu et d'en renseigner la temporalité il n'a pas pour objectif de faire un compte rendu des entretiens et encore moins de se prononcer sur une situation. Or l'« attestation » a bien été remise en main propre à la personne qui l'a demandée, à savoir la mère, et porte la mention : « pour faire valoir ce que de droit ». La Commission s'est cependant interrogée sur ce qui a motivé la psychologue à en transmettre le contenu au père par téléphone, comme celui-ci l'affirme.

Par ailleurs, si le document est conforme aux règles énoncées dans l'article 20, son contenu est en revanche apparu contestable aux yeux de la Commission :

***Article 20 :** « Les documents émanant d'un psychologue sont datés, portent son nom, son numéro ADELI, l'identification de sa fonction, ses coordonnées professionnelles, l'objet de son écrit et sa signature... »*

En effet, il semble vouloir s'approcher d'une note clinique, mais, en ne citant que les énoncés des deux enfants au sujet de leur père, il rend compte d'un point de vue qui reste parcellaire et pouvant être entaché de partialité. Cela coïncide mal avec le souci de rigueur, énoncé par l'article 25 du Code, dont doivent faire preuve les psychologues lors de leurs interventions, en particulier lorsqu'ils rédigent un écrit :

***Article 25 :** « Le psychologue est averti du caractère relatif de ses évaluations et interprétations. Il prend en compte les processus évolutifs de la personne. Il ne tire pas de conclusions réductrices ou définitives concernant les ressources psychologiques et psychosociales des individus ou des groupes ».*

En conclusion, si rien n'interdisait à la psychologue de se livrer à la rédaction d'un tel document, fut-il réalisé à l'issue d'un seul rendez-vous, la Commission s'est cependant interrogée sur les véritables motivations ayant conduit cette praticienne à s'exposer au reproche de n'avoir pas évalué en toute rigueur et impartialité la demande d'une mère et les propos de ses filles.

Pour la CNCDP
La Présidente
Mélanie GAUCHÉ

La CNCDP a été installée le 21 juin 1997 par les organisations professionnelles et syndicales de psychologues. Ses membres, parrainés par les associations de psychologues, siègent à titre individuel, ils travaillent bénévolement en toute indépendance et sont soumis à un devoir de réserve. La CNCDP siège à

huis clos et respecte des règles strictes de confidentialité. Les avis rendus anonymes sont publiés sur les sites des organisations professionnelles avec l'accord du demandeur.

Toute utilisation des avis de la CNCDP par les demandeurs se fait sous leur entière responsabilité.

CNCDP, Avis N° 19 - 01

Avis rendu le :

Principes, Titres et articles du code cités dans l'avis :

Titres : Préambule - Principes : 1 ; 2 ; 3 ; 6 - Articles : 7 ; 9 ; 10 ; 11 ; 13 ; 14 ; 16 ; 17 ; 18 ; 25 -

Indexation du résumé :

Type de demandeur : Particulier TA Parent

Contexte de la demande : Procédure judiciaire entre parents

Objet de la demande d'avis : Ecrit d'un psychologue TA Attestation

Compétence - Autonomie

Responsabilité - Rigueur

Respect du but assigné